

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 37

**MINISTERE DES DOMAINES,
DU CADASTRE ET
DES AFFAIRES FONCIERES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	10
2.1.	PROGRAMME 481: MODERNISATION DU CADASTRE	11
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	15
2.2.	PROGRAMME 482: PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	20
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	21
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	23
2.3.	PROGRAMME 483: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS DOMANIAUX	32
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	33
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	33
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	35
2.4.	PROGRAMME 484: AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL AU MINDCAF	39

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	40
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	40
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	40
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	42
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	50
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	51
3.2.	LEÇONS APPRISES	52
3.3.	PERSPECTIVES	53

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la vision 2035 : «**LE CAMEROUN : UN PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS SA DIVERSITE**», le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE), a comme objectif général pour le secteur des infrastructures : de mettre cette dernière en adéquation avec la demande économique et sociale. Il s'agit ici, de replacer l'infrastructure dans son véritable rôle d'accompagnement des objectifs de développement économique et social.

Pour ce qui concerne spécifiquement le sous secteur domaine, cadastre et affaires foncières, Le DSCE a pour ambition de juguler les causes ayant entravé la gestion rationnelle dudit patrimoine par la détermination des objectifs globaux ci-après :

- lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures de communication, stimuler la création de moyennes et grandes exploitations dans le secteur rural, maîtriser le développement urbain et améliorer le climat des affaires;
- rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat ;
- renforcer les capacités des administrations en charge des domaines, des affaires foncières et du patrimoine de l'Etat ;
- faciliter l'intégration régionale et soutenir la mise en œuvre de la décentralisation.

De ces objectifs globaux découlent quatre axes stratégiques sur lesquels s'est basée l'élaboration des programmes du sous secteur à savoir :

- l'aménagement des lotissements selon les demandes des secteurs primaire et secondaire ;
- la réalisation du plan cadastral national assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun ;
- la constitution des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général ;
- l'aménagement des lotissements à usage résidentiel.

Conformément à la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat et suivant ces quatre objectifs stratégiques du DSCE, le MINDCAF s'est fixé comme but de « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** » à travers le développement de quatre programmes :

- la modernisation du cadastre (481) ;
- la protection et le développement du patrimoine de l'Etat (482) ;
- la constitution des réserves foncières et les lotissements domaniaux (483) ;
- la gouvernance et appui institutionnel du sous secteur domaine, cadastre et affaires foncières (484).

S'agissant de la modernisation du cadastre, il est question pour le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières de mettre sur pied et de rendre opérationnel les infrastructures cadastrales de base susceptible de permettre la maîtrise des 475 442 Km² de superficie territoriale aussi bien dans les limites parcellaires internes que dans les limites internationales à travers notamment la mise en place, l'opérationnalisation et la protection du Réseau Géodésique Unique de Référence matérialisé au sol ; la confection de la cartographie à grande échelle. Il est aussi question de la réalisation du cadastre national et enfin du relèvement du plateau technique des services du cadastre par la dotation desdits services en matériel de pointe susceptible de soutenir et d'assurer le suivi des infrastructures construites.

La protection et le développement du patrimoine de l'Etat vise principalement à maîtriser tous le patrimoine mobilier et immobilier aussi bien en ce qui concerne les propriétés administratives tant à l'interne qu'à l'étranger ainsi que le parc automobile de l'Etat, afin de rationaliser son utilisation, de le protéger contre le vandalisme et de sursoir aux distractions des biens de l'Etat. Il est aussi question d'assurer aux agents de l'Etat un cadre de vie et de travail agréable à travers une permanente réhabilitation desdites propriétés administratives.

Pour ce qui concerne la constitution des réserves foncières et les lotissements domaniaux, il est question pour le MINDCAF, de mettre d'une part à la disposition des structures administratives, des entreprises et des particuliers des surfaces de terres sollicitées en vue du développement des leurs activités et d'autre part de constituer des réserves de surfaces de terres sécurisées propices au développement d'une agriculture de seconde génération et aussi des surfaces disposées au logement. Il est aussi question de constituer des lotissements domaniaux en faveur des logements sociaux mais aussi pour des particuliers. Enfin le programme développe également des actions susceptibles d'améliorer et de protéger le domaine privé de l'Etat et la gestion rentable du domaine public.

En matière de gouvernance et d'appui institutionnel, la priorité est concentrée sur la révision du régime foncier du Cameroun conformément aux très hautes directives du Chef de l'Etat. Des réformes dans ce sens sont aussi entreprises pour ce concerne les affaires juridiques et les recettes domaniales. Le programme s'attèle aussi a favorisé le déploiement des activités des programmes techniques avec notamment l'amélioration constante du cadre de travail et la facilitation dans les procédures financières liées à l'exécution des budgets de chaque programme.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au terme du décret n° 2012/390 du 18 septembre 2012 portant organisation du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, le Ministre des Domaines est responsable de la mise en œuvre et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière domaniale, cadastrale et foncière.

A ce titre, il est chargé de :

- l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs aux secteurs domaniaux, cadastraux et fonciers ;
- la gestion des domaines public et privé de l'Etat ;
- la gestion du domaine national et des propositions d'affectation ;
- la protection des domaines public et privé de l'Etat contre toute atteinte, en liaison avec les Administrations concernées ;
- l'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat, des établissements publics administratifs et des sociétés à capital public, en liaison avec le Ministère des finances et les Administrations et organismes concernés ;
- la gestion et l'entretien du patrimoine immobilier et mobilier de l'Etat ;
- la gestion et du suivi des locations Administratives ;
- l'élaboration et la tenue des plans cadastraux ;
- la réalisation de toutes études nécessaires à la délimitation des périmètres d'intégration cadastrale ;
- la constitution et la maîtrise des réserves foncières en relation avec le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain et les Administrations concernées ;
- il exerce la tutelle sur la Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre programmes du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ont été mis en œuvre dans un contexte dominé par deux grandes réformes : la réforme budgétaire et la réforme des marchés publics.

Ces deux grandes réformes, consécutives à l'entrée en application intégrale de la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 inaugurent des méthodes, des pratiques et des instruments nouveaux dont la lente appropriation et la maîtrise n'a pas favorisé le déploiement des programmes conformément aux prévisions. En effet, les lenteurs dans la passation des marchés de l'exercice 2013 n'a pas permis une exécution harmonieuse des actions.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

La mise en œuvre des programmes s'est déroulée dans un contexte marqué par la célébration du cinquantenaire de la réunification qui a influencé l'exécution de certaines activités telles que les parcelles constructibles réalisées par le Génie Militaire qui, du fait de son implication active dans les préparatifs de cet important événement. Le virement des crédits initialement prévus pour les réserves foncières à l'acquisition des terrains de la Société des Recouvrement des Créances(SRC).

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 481

MODERNISATION DU CADASTRE

Responsable du programme

AWONO Jean-Bosco
Directeur du Cadastre

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Maîtriser l'espace territorial national en vue d'améliorer la gestion domaniale et le climat des affaires.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de points du réseau géodésique implantés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	535.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	6650.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DENSIFICATION DU RESEAU GEODESIQUE NATIONAL Action 02: RENFORCEMENT DES SERVICES TECHNIQUES DU CADASTRE Action 03: REALISATION DU CADASTRE NATIONAL Action 04: COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 057 476 000	CP 3 057 476 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	AWONO Jean-Bosco, Directeur du Cadastre	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Depuis l'indépendance du Cameroun en 1960, les initiatives pour améliorer la gestion Cadastre et des Domaines, préalable à la valorisation du foncier, sont nombreuses toutefois, leur performance souffre de l'insuffisance de stratégie, de coordination des acteurs et de prévisibilité des moyens mobilisés. L'action gouvernementale pour la période 2010-2020, décline la vision nationale en projetant l'accès du Cameroun au statut de pays émergent en 2035, et considère la gestion efficiente du patrimoine foncier comme un facteur de promotion du secteur privé et de compétitivité économique.

Pour répondre à ces défis, le Cameroun à travers le MINDCAF (ministère des domaines du cadastre et des affaires foncières) a mis en place une politique axée sur quatre programmes parmi lesquelles le programme 481 : Modernisation du cadastre. À travers ce programme le MINDCAF aspire à terme contribuer efficacement à la Maitrise de l'espace territorial national en vue d'améliorer la gestion domaniale et le climat des affaires. Aussi, le Cameroun a sollicité l'assistance du Fond Africain de Développement (FAD), qui a conduit une étude sectorielle diagnostique (ADF/BD/IF/2009/342) en 2009, dont les recommandations ont servi à l'élaboration du projet d'appui à la modernisation du Cadastre (PAMOCCA). par la suite ,le gouvernement de la république du Cameroun a obtenu un prêt du fonds africain de développement (FAD) pour financer le projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires (PAMOCCA).l'accord de prêt y relatif, d'un montant de 7 millions d'unités de compte (UC),soit 5.352 milliards de francs CFA a été obtenu en janvier 2011.

A travers cet accord, le programme modernisation du cadastre bénéficie de deux sources de financement à savoir le financement interne et le financement externe (FAD) afin d'exécuter les actions suivantes :

- la Densification du Réseau Géodésique National ;

- la Réalisation de la Cartographie à Grande Echelle ;
- la Réalisation du Cadastre National ;
- le Relèvement du Plateau Technique du Cadastre.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 481 était d'équiper les villes de Ngaoundéré, Kribi et Limbe de 540 bornes de densification du réseau géodésique. Aussi il était prévu l'équipement en matériel technique des services, la formation du personnel du cadastre et la fourniture des documents pour la confection des dossiers technique du cadastre, dans l'optique de réduire le nombre de dossiers en instance ainsi que les couts relatifs à leur traitement.

Le PAMOCCA quant à lui devait poursuivre la mise en place de ses organes ; attribuer les marchés de fournitures des services et des équipements.

La réalisation de ces activités aurait dû permettre au programme de passer du taux de réalisation de 5.6 % à 8 %.

Au 31 décembre 2013, la performance du programme indique une avancée de 0% dû au fait de la non-exécution du marché de densification du réseau géodésique. Néanmoins d'autres marché ont été passé et réalisés à savoir : l'acquisition des équipements technique du cadastre, la fourniture des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre et la poursuite de la mise en œuvre des organes du PAMOCCA. Mais la plus-value engendré par le réalisation de ces activités n'a pas eu d'effet sur la performance car l'indicateur retenue a cette époque pour signifier le performance du programme était le « Nombre de bornes de réseau géodésiques implantés et déterminés ». il est à rappeler que cet indicateur avait été choisi compte tenu de l'absence des outils de pilotage et d'évaluation de performance, aussi le projet de densification du réseau géodésique national était à cette date le porteur majeure du programme. A cette suite il serait donc nécessaire d'envisager la relecture des indicateurs de programme.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 057 475 998	CP 3 057 475 998
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2	Ecart CP 2
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 775 684 654	CP 2 774 684 654
TAUX DE CONSOMMATION	90,78 %	90,75 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le taux de consommation 2013 est justifié par le fait que : - Marché de densification du réseau géodésique attribué mais non signé, contrôle et supervision y relatif non effectués Néanmoins les ressources restantes ont servis pour : - Acquisition des stations Totales et accessoires ; Acquisitions des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre ;	

PERSPECTIVES 2014	- Acquisitions de stations Totales et accessoires ; - Acquisitions de scanneurs ; - Réalisation du diagnostic sur l'état des équipements du Cadastre ;
----------------------	--

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 DENSIFICATION DU RESEAU GEODESIQUE NATIONAL								
OBJECTIF	Doter l'Etat du Cameroun d'un réseau géodésique unique internationalement reconnu							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de bornes du réseau matérialisées et déterminées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		535.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		6650.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 747 000 000	1 747 000 000	1 747 000 000	1 747 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	85,86 %	85,86 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Identification de plusieurs systèmes de coordonnées non reconnu ; - Superposition et/ou chevauchement des parcelles soumises à l'obtention des titres de propriétés ; Nécessité de densifier le réseau géodésique mis en place en 2011.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Aucune							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il avait été prévue la densification de 540 points de réseau géodésique dans les villes de : Ngaoundéré ; Kribi et Limbe pour un montant de 247 000 000. Ce qui n'a pas pu être réalisé car le marché a été attribué mais n'a pas été signé avant le 31 janvier 2014.							
Perspectives 2014	- Poursuite de la densification du réseau géodésique national en vue d'atteindre le minimum d'un couple de points tous les 3 km ; - Augmenter les ressources allouées à la réalisation de cette action ; Aller à la recherche des financements externes.							

Action 02 RENFORCEMENT DES SERVICES TECHNIQUES DU CADASTRE

OBJECTIF	réduire le délai de traitement des dossiers								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de dossier en instance				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		5263.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		0.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
OBJECTIF	réduire le délai de traitement des dossiers								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'appareils acquis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		38.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		360.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		05						
OBJECTIF	réduire le délai de traitement des dossiers								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de dossiers traités dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
OBJECTIF	Relèvement du plateau technique								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de départements dotés de mappes foncières				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		-						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		10.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		58.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	83 000 000	83 000 000	83 000 000	83 000 000	65 124 469	64 124 469	78,46 %	77,26 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Cantonnement des dossiers dans les services du cadastre ; - Services du cadastre non équipés, ce qui rend le service lent et couteux ; Impératif d'équipés les différents services en matériels roulants et équipement technique afin de réduire les délais et cout de traitement de dossier technique.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisitions de stations totales + accessoires ; - Acquisitions des kits de documents pour la confection des documents technique du cadastre ; Formations de 10 personnels du cadastre								

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Il était prévu l'achat de 05 stations totales et la formation de 10 personnels du Cadastre, ce qui a été effectivement réalisé ; - Par ailleurs il était prévu la fourniture de (100 000 PV de bornages ; 500 carnets d'états de cession ; 30 000 chemises de dossiers techniques ; 250 rouleaux de papiers calques ; 250 rouleaux de papier ozalid ; 300 registre 200 pages ; 100 registre 400 pages ; 100 kutch), pour la confection des dossiers techniques du cadastre. En fin d'exercice il a été réceptionné (100 000 PV de bornage ; 500 carnets d'états de cessions ;30 000 chemise de dossiers techniques) ;
Perspectives 2014	Les efforts seront consacrés à la poursuite de l'équipement des services techniques du cadastre et la formation des personnels y officiant ;

Action 03 REALISATION DU CADASTRE NATIONAL

OBJECTIF	DOTER LE TERRITOIRE NATIONAL DE PLANS CADASTRAUX NUMERIQUES								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de plans cadastraux réalisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		30.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		2000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
OBJECTIF	Doter le territoire national d'une cartographie à grande échelle (1:1000è)								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de planches produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		1000.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		2000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
OBJECTIF	Disposer du document de srtatégie et d'évaluation pour la confection du cadasdre national								
Indicateur	Intitulé:		Rapport final disponible				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2013						
	Valeur Cible		1.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
					0	1 152 378 288	0 %	0 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)									
Perspectives 2014									

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE

OBJECTIF	assurer le fonctionnement des services								
Indicateur	Intitulé:		services fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 93%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 227 476 000	1 227 476 000	1 227 475 998	1 227 475 998	1 210 560 185	1 210 560 185	98,62 %	98,62 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Paiement des salaires ; - Achat de matériel de fonctionnement ; - Missions ; carburant								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)									
Perspectives 2014									

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 482

PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Responsable du programme

MANA SALLA Nicaise
Directeur du Patrimoine de l'Etat

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Niveau de maîtrise du patrimoine de l'Etat
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: INVENTAIRE DU PATRIMOINE DE L'ETAT Action 02: RÉHABILITATION DES GARAGES ADMINISTRATIFS Action 03: CONSTRUCTION DES RESIDENCES Action 04: RÉHABILITATION DES ÉDIFICES PUBLICS Action 05: RÉNOVATION ET ENTRETIEN DES ASCENSEURS DE L'IMMEUBLE MINISTÉRIEL N°2 Action 06: ENTRETIEN ET RÉFECTION DES PROPRIÉTÉS ET LOCATIONS ADMINISTRATIVES À L'ÉTRANGER Action 07: COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT Action 08: RÉHABILITATION DES LOGEMENTS ADMINISTRATIFS Action 09: CONSTRUCTION DES DELEGATIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES	
DOTATIONS INITIALES	AE 8 800 342 000	CP 8 420 342 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANA SALLA Nicaise, Directeur du Patrimoine de l'Etat	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 482 du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières a été exécuté dans un contexte général caractérisé par :

- L'avènement du Ministère des Marchés publics qui était chargé de l'examen et l'adoption de tous les DAO, la publication des avis d'appel d'offres, la recevabilité des offres, l'attribution et la signature des marchés.
- un prolongement du délai d'exécution du Budget d'Investissement Public par ordonnance du Chef de l'Etat ;

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- Accord obtenu du MINMAP, du MINEPAT et du MINFI pour le déblocage des crédits nécessaires pour la réalisation en régie de l'opération d'estampillage du patrimoine immobilier bâti de l'Etat - Le déblocage effectif des fonds est toujours attendu par le MINFI ; - Au niveau du MINDCAF, les termes de référence ont été affinés ; - Le MINDCAF a pris la décision n°000613/D.11/MINDCAF/D/ du 22 novembre 2013 portant création d'un comité chargé de l'opération d'estampillage des propriétés et locations administratives dans les régions de Centre, Littoral, Sud, Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Travaux de réhabilitation de la sécurité incendie de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. coût du marché : 125 000 000 FCFA ; - Travaux de réhabilitation du circuit électrique de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. coût du marché ; 100 000 000 FCFA ; - Travaux de réhabilitation du circuit de plomberie de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. coût du marché : 80 000 000 f CFA ; - Travaux d'entretien des ascenseurs de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. Coût du marché : 30 000 000 FCFA ; - Travaux de réhabilitation de la station d'épuration et cuve de relevage des eaux fèces de l'immeuble rose achevés et réceptionnés. Coût du marché : 80 000 000 FCFA ; - 20 Propriétés administratives réhabilités à hauteur de 186 062 901 FCFA. - Travaux d'achèvement de la 4ème résidence ministérielle réalisés à 98 %.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	27,63	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 9 103 688 126	CP 8 723 688 126
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -303 346 126	Ecart CP -303 346 126
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 812 566 106	CP 7 614 830 190
TAUX DE CONSOMMATION	85,81 %	87,29 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	En ce qui concerne les activités non réalisées, les DAO, une fois élaborés au MINDCAF ont été transmis au MINMAP pour examen et suite de la procédure. Entre la date des dépôts des offres au MINMAP par les soumissionnaires et la date de signature des marchés, il s'est écoulé plus de 03 mois. Les marchés non réalisés ont été signés le 31 décembre 2013 par le MINMAP. Or cette date coïncide avec la date butoir d'émission des titres de confirmation des créances. Par conséquent, ces titres n'ont pas été émis et le marché n'a pas pu être exécuté.	
PERSPECTIVES 2014	Une autorisation de virement des crédits d'un montant de 380 000 000 FCFA (initialement prévus pour achever les délégations régionales et départementales du MINDCAF du Centre et du Littoral qui seront réalisés grâce aux fonds de contrepartie du projet PAMOCCA) a été obtenue du MINEPAT le 25 juin 2014. Ces crédits virés serviront à financer en 2014 les marchés signés et non réalisés mentionnés ci-dessus. Accélération des procédures de passation des marchés grâce aux commissions de passation des marchés qui sont désormais ministérielles pour les marchés dont le montant ne dépasse pas 500 000 000 FCFA.	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 INVENTAIRE DU PATRIMOINE DE L'ETAT								
OBJECTIF	Maîtriser , sécuriser, préserver le patrimoine immobilier bâti de l'Etat							
Indicateur	Intitulé:	pourcentage du patrimoine bâti de l'Etat est connu					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	30.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	152 000 000	152 000 000	152 000 000	152 000 000	152 000 000	152 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans un souci d'efficacité, Le MINDCAF a sollicité la régie pour la réalisation de cette action. En effet, le personnel du MINDCAF est celui qui maîtrise le mieux la situation géographique et la consistance du patrimoine immobilier bâti de l'Etat.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Accord obtenu du MINMAP, du MINEPAT et du MINFI pour le déblocage des crédits nécessaires pour la réalisation en régie de l'opération ; -Le déblocage effectif des fonds est toujours attendu par le MINFI ; -Au niveau du MINDCAF, les termes de référence ont été affinés ; -Le MINDCAF a pris la décision n°000613/D.11/MINDCAF/D/ du 22 novembre 2013 portant création d'un comité chargé de l'opération d'estampillage des propriétés et locations administratives dans les régions de Centre, Littoral, Sud, Nord-Ouest et du Sud-Ouest.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La non-réalisation de cette action est principalement due à la lenteur de la procédure de déblocage des fonds par le MINFI.							
Perspectives 2014	La deuxième et dernière phase de cette opération d'estampillage du patrimoine immobilier bâti de l'Etat est inscrite au budget de l'exercice 2015 pour un coût de 156 000 000 FCFA. Ceci s'est fait avec l'espoir de l'imminence de la mise à disposition des fonds nécessaires à la mise en œuvre effective de la première phase.							

Action 02 RÉHABILITATION DES GARAGES ADMINISTRATIFS

OBJECTIF	Rendre opérationnels les garages administratifs (centraux et annexes) afin que le matériel roulant de l'Etat y soit sécurisé et entretenu.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de matériel roulant entretenu et sécurisé dans les garages administratifs (centraux et annexes)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		20.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		75.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	68 000 000	68 000 000	68 000 000	68 000 000	50 277 500	0	73,93 %	0 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- L'avènement du Ministère des Marchés publiques qui était chargé de l'examen et l'adoption de tous les DAO, la publication des avis d'appel d'offres, la recevabilité des offres, l'attribution et la signature des marchés.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Le marché a été attribué pour un montant de 50 277 500 FCFA. Ce marché a été signé le 31 décembre 2013 et les titres de confirmation de créance (cartons) n'ont pas été édités dans les délais requis ; Ainsi, le marché n'a pas été réalisé ; -Une autorisation de virement des crédits d'un montant de 380 000 000 FCFA (initialement prévus pour achever les délégations régionales et départementales du MINDCAF du Centre et du Littoral) a été obtenue du MINEPAT le 25 juin 2014. Une partie de ce crédit servira à mener cette activité en 2014 tandis que le reste sera utilisé pour réhabiliter certaines propriétés administratives dont les marchés ont connu le même sort.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	les DAO, une fois élaborés au MINDCAF ont été transmis au MINMAP pour examen et suite de la procédure. Entre la date des dépôts des offres au MINMAP par les soumissionnaires et la date de signature des marchés, il s'est écoulé plus de 03 mois. La signature des marchés non réalisés ont été signés le 31 décembre 2013 par le MINMAP. Or cette date coïncide avec la date butoir d'émission des titres de confirmation des créances. Par conséquent, ces titres n'ont pas été émis et le marché n'a pas pu être exécuté.								
Perspectives 2014	Cette action sera réalisée en 2014 grâce au virement de crédits ci-dessus mentionné. La suite des travaux de réhabilitation des garages administratifs se poursuivra en 2015.								

Action 03 CONSTRUCTION DES RESIDENCES

OBJECTIF	REDUIRE LES CHARGES LOCATIVES ADMINISTRATIVES PAR LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES RESIDENCES MINISTERIELLES							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de résidences ministérielles construites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		9.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4ème résidences ministérielle achevée à 98%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	158 800 000	158 800 000	98 800 000	98 800 000	81 329 454	81 329 454	82.32 %	82.32 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'avènement du Ministère des Marchés publics qui était chargé de l'examen et l'adoption de tous les DAO, la publication des avis d'appel d'offres, la recevabilité des offres, l'attribution et la signature des marchés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Travaux d'achèvement de la 4ème résidence ministérielle réalisés à 98 %. Actuellement l'entreprise est en train de réaliser les derniers raccords de carrelage et peinture ainsi que le nettoyage général.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le marché des travaux d'achèvement de la 4ème résidence ministérielle a été signé le 19 décembre 2013. L'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux a été signé le 20 janvier 2014 pour un délai d'exécution de 03 mois. Seulement, des orages ont causés des dommages (écroulement d'un pan de clôture). La réparation de ces dommages a nécessité un délai supplémentaire. Un avenant de prolongation des délais a été pris à cet effet. Le prestataire retenu a présenté une offre (81 329 454 FCFA) inférieur au coût prévisionnel du projet (98 800 000), d'où le GAP observé.							
Perspectives 2014	Construction de la 5ème résidence ministérielle en 2014							

Action 04 RÉHABILITATION DES ÉDIFICES PUBLICS

OBJECTIF	Améliorer le cadre de travail des agents de l'Etat								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'édifices réhabilités et fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60,71 %		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		75.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 045 000 000	1 045 000 000	1 045 000 000	1 045 000 000	705 421 995	634 405 579	67,5 %	60,71 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'avènement du Ministère des Marchés publiques qui était chargé de l'examen et l'adoption de tous les DAO, la publication des avis d'appel d'offres, la recevabilité des offres, l'attribution et la signature des marchés.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Travaux de réhabilitation de la sécurité incendie de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. coût du marché : 125 000 000 f CFA ; - Travaux de réhabilitation du circuit électrique de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. coût du marché ; 100 000 000 FCFA ; - Travaux de réhabilitation de l'étanchéité de l'immeuble ministériel n°2 : marché a été infructueux. - Travaux de réhabilitation de la plomberie de l'immeuble ministériel n°2 achevés et réceptionnés. coût du marché : 80 000 000 f CFA ; -Travaux de réhabilitation de la station d'épuration et cuve de relevage des eaux fèces de l'immeuble rose achevés et réceptionnés. Coût du marché : 80 000 000 FCFA ; -20 Propriétés administratives réhabilitées à hauteur de 186 062 901 FCFA								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	les DAO, une fois élaborés au MINDCAF ont été transmis au MINMAP pour examen et suite de la procédure. Entre la date des dépôts des offres au MINMAP par les soumissionnaires et la date de signature des marchés, il s'est écoulé plus de 03 mois. Certains marchés de réhabilitation des propriétés administratives à hauteur de 310 000 000 ont été signés le 31 décembre 2013 par le MINMAP, dernier jour d'émission des titres de confirmation des créances. Par conséquent, ces titres n'ont pas été émis et les travaux n'ont pas été exécutés.								
Perspectives 2014	L'appel d'offres pour les Travaux de réhabilitation de l'étanchéité de l'immeuble ministériel n°2 sera à nouveau publié. En ce qui concerne les marchés signés dont les cartons n'avaient pas été édités, les crédits initialement prévus pour achever les délégations régionales et départementales du MINDCAF du Centre et du Littoral permettront d'exécuter ces marchés en 2014. Désormais, les marchés de moins de 500 000 000 FCFA seront passés par les Commissions Ministérielles de Passation des Marchés et non par le MINMAP comme ce fût le cas en 2013. Dans ce contexte de simplification de la procédure de passation des marchés, le MINDCAF compte mener ses activités avec plus de diligence pour consommer les crédits alloués avant les délais budgétaires.								

Action 05 RÉNOVATION ET ENTRETIEN DES ASCENSEURS DE L'IMMEUBLE MINISTÉRIEL N��2								
OBJECTIF	Améliorer l'accès du personnel et des usagers dans les services abrités dans cet immeuble.							
Indicateur	Intitulé:		nombre d' Ascenseurs fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		6.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		7.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6 ascenseurs entretenus et fonctionnels					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	29 999 985	29 999 985	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'avènement du Ministère des Marchés publiques qui était chargé de l'examen et l'adoption de tous les DAO, la publication des avis d'appel d'offres, la recevabilité des offres, l'attribution et la signature des marchés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Travaux d'entretien des ascenseurs de l'immeuble ministériel n��2 achevés et réceptionnés. Coût du marché : 29 999 985 FCFA ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	6 ascenseurs entretenus et fonctionnant de manière satisfaisante							
Perspectives 2014	Rénovation du 7��me ascenseur de l'immeuble ministériel n��2.							

Action 06**ENTRETIEN ET RÉFECTION DES PROPRIÉTÉS ET LOCATIONS ADMINISTRATIVES À L'ÉTRANGER**

OBJECTIF	améliorer le cadre de travail et de vie des agents de l'Etat à l'Etranger.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés de l'Etat à l'étranger réhabilités et fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2014								

Action 07 COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services								
Indicateur	Intitulé:		services fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	6 766 542 000	6 766 542 000	7 129 888 126	7 129 888 126	6 793 888 126	6 717 095 172	95,28 %	94,21 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est celui de la recherche de plus d'efficacité du service public et l'apurement de la charge locative en vue d'éviter les arriérés de loyers.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Salaires régulièrement payés ; -Loyers des immeubles abritant les services centraux publics payés à hauteur de 1 428 342 352 FCFA ; -Loyers des immeubles abritant les logements de fonction pour les fonctionnaires des services centraux payés à hauteur de 573 615 000 FCFA.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le grand GAP observé entre la dotation et la consommation est dû au fait que la Direction Générale du Trésor n'a pas pris en compte le paiement des loyers dans les services déconcentrés dans le document de situation consolidée de l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2013.								
Perspectives 2014	- Poursuite du paiement des loyers dus par l'Etat ; - Poursuite de la réhabilitation pour réduire la charge locative.								

Action 08 RÉHABILITATION DES LOGEMENTS ADMINISTRATIFS

OBJECTIF	Améliorer le cadre de vie des agents de l'Etat.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés administratives réhabilités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		-					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 09 CONSTRUCTION DES DELEGATIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

OBJECTIF	Moderniser l'encadrement fonctionnel et réduire la charge locative							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de constructions, de bureaux disponibles équipés et occupés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		-					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	580 000 000	200 000 000	580 000 000	200 000 000	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'avènement du Ministère des Marchés publics qui était chargé de l'examen et l'adoption de tous les DAO, la publication des avis d'appel d'offres, la recevabilité des offres, l'attribution et la signature des marchés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les marchés de ces travaux ont été signés le 31 décembre 2013 par le MINMAP. Or cette date coïncide avec la date butoir d'émission des titres de confirmation des créances. Par conséquent, ces titres n'ont pas été émis et les travaux n'ont pas été exécutés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les marchés ont été signés le 31 décembre 2013 par le MINMAP. Or cette date coïncide avec la date butoir d'émission des titres de confirmation des créances. Par conséquent, ces titres n'ont pas été émis et les travaux n'ont pas été exécutés.							
Perspectives 2014	Ces marchés seront exécutés en 2014 grâce aux fonds de contrepartie du Projet d'Appui à la Modernisation du Cadastre et du Climat des Affaires (PAMOCCA).							

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 483

CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS
DOMANIAUX

Responsable du programme

ATANGANA TABI Alain Bernard
Directeur des Domaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Lever la contrainte foncière, accroître l'offre en terrain pour faciliter la mise en œuvre des projets de développement	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'hectares acquis et sécurisés.
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence:	810000.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	812000.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES Action 02: AMÉNAGEMENT DES TERRAINS DOMANIAUX Action 03: COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES Action 04: COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 7 316 698 352	CP 3 859 576 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ATANGANA TABI Alain Bernard, Directeur des Domaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme de constitution des réserves foncières a commencé en 2012 avec la Contractualisation de onze (11) entreprises devant constituer 700 000 ha de terrains pour l'agro-industrie et 1 000 ha de terrain pour les logements sociaux.

Seulement, la mise en œuvre de cette activité a connu de nombreuses difficultés sur le terrain notamment au niveau de:

- la compréhension de la mission assignée aux entreprises (manque d'expertises);
- la mobilisation des ressources financières ;
- la mobilité et l'exigence des autorités administratives qui président les commissions consultatives.

Ces difficultés ont entraîné un gros retard dans la réalisation de ce programme. Les paiements des marchés de 2012 se poursuivent jusqu'en juillet 2014. Cette situation a amené le MINDCAF à solliciter la finalisation et la réalisation de cette activité en régie. Comme mesure conservatoire l'acquisition des terrains auprès de la Société de Recouvrement des Créances du Cameroun (SRC).

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif de ce programme est de disposer des réserves foncières à travers l'accroissement de l'offre en terrain en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social, de valoriser et de rentabiliser le domaine public. De manière spécifique, il s'agissait d'une part de constituer 1 413 194 ha et de produire 3 200 parcelles constructibles pour l'exercice 2013

L'opération de constitution des réserves foncières s'est poursuivie avec l'acquisition auprès de la Société de Recouvrement des Créances du Cameroun (SRC), d'un domaine d'une superficie cumulée de 1 216 ha 29 a 97 ca, pour un montant de 323 224 235 FCFA.

A savoir :

- 804 ha 41 a 90 ca dans l'arrondissement de Bipindi Département de l'Océan ;
- 232 ha 20 a 68 ca dans l'arrondissement de Dibamba ;
- 1ha 49 a 79 ca dans l'arrondissement de Tonga, département du Ndé ;
- 178 ha 18 a dans l'arrondissement de Koutaba, Département du Noun

S'agissant des aménagements domaniaux, 1104 parcelles ont été produites par le Génie Militaire à Olembé, à Bwang Bakoko I et II et à Mbalgong I et II, pour une dépense de un milliard trois cent quatre vingt deux millions (1 382 000 000) de FCFA

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- Nombre d'hectare de terrains acquis auprès de la SRC 1 104 parcelles constructibles réalisées	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	22%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 345 717 921	CP 3 888 595 569
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -29 019 569	Ecart CP -29 019 569
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 645 645 176	CP 3 641 602 976
TAUX DE CONSOMMATION	49,62 %	93,65 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Globalement les objectifs fixés pour ce programme au cours de l'exercice 2013 n'ont pas été atteints d'une part à cause de l'indisponibilité du Génie Militaire, qui a été sollicité pour effectuer les travaux dans le cadre du Cinquantenaire de la Réunification, mais aussi à cause de l'immaturité de certains projets. Les ressources allouées aux programmes ont été utilisées à d'autres fins.	
PERSPECTIVES 2014	Pour 2014 il s'agit de : - réaliser en régie des réserves foncières d'environ 700 000 hectares pour l'agro industrie, les lotissements domaniaux et l'habitat social ; - Poursuivre la viabilisation de 1104 parcelles à Douala et Yaoundé ; - Acquérir les documents d'établissement des titres fonciers et des titres de propriété ; L'inventaire du domaine public.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES								
OBJECTIF	Lever la contrainte foncière							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'hectares réservés et sécurisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		ha					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		800000.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		3865970.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1 216 ha 29 a 97 ca de réserves foncières					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 322 069 000	530 000 000	2 322 069 000	530 000 000	324 012 435	323 224 235	14 %	61 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité de constituer des réserves foncières pour les logements sociaux							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition des terrains auprès de la Société de Recouvrement des Créances du Cameroun - Indemnisation des personnes victimes de l'Expropriation à Mengang							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Arrêté autorisant le virement des crédits ; Décharges des bénéficiaires ;							
Perspectives 2014	- Finaliser les activités engagés en 2012 dans le cadre du plan d'urgence du MINDCAF 2014 ; - Continuer la réalisation des réserves foncières en régie l'expertise étant au sein du MINDCAF ; Procéder à la mutation des titres fonciers des terrains acquis auprès de la Société de Recouvrement des Créances (SRC) au nom de l'Etat du Cameroun							

Action 02 AMÉNAGEMENT DES TERRAINS DOMANIAUX

OBJECTIF	accroître l'offre des terrains constructibles								
Indicateur	Intitulé:		nombre de parcelles produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		ha						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		2200.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		7200.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1 104 parcelles réalisées						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 165 000 000	1 500 000 000	3 195 000 000	1 530 000 000	1 529 399 480	1 529 399 480	48 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite du processus de facilitation d'accès à la propriété foncière								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Réalisation de 10 guichets uniques ; - Contrat MINDEF/MINDCAF pour la réalisation de 1 104 parcelles cessibles à Mbalgong, Bwang Bakoko et Olembé phase II								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Le Cinquantenaire de la Réunification du Cameroun a mobilisé les équipements du Génie Militaire entraînant de ce fait un retard dans la réalisation des parcelles cessibles phase I commencé en 2012 - La présence d'importants massifs rocheux à Olembé nécessitant l'utilisation des explosifs ; - Le remblayage d'une importante tranchée à Mbalgong et la construction d'un mur riverain sur plus de 300 m ; - La longueur des buses qui est passé de 100 m à plus de 300 m ; - Les sites de Douala à Bwang Bakoko qui exigent d'importants travaux d'assainissement ; Une forte pluviométrie ralentissant le rythme des travaux.								
Perspectives 2014	- Annuler l'autorisation d'engagement ouverte en 2012 pour l'exercice budgétaire 2013 ; - Mobiliser un montant de six milliards de FCFA pour finaliser les travaux d'aménagement des lotissements de Mbalgong, Bwang Bakoko et Olembé phase II								

Action 03 COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES

OBJECTIF	assurer la coordination du programme et l'exécution des actions transversales								
Indicateur	Intitulé:		suivi des activités est assuré				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	919 403 352	919 350 000	919 403 352	919 350 000	898 574 033	898 574 033	97,73 %	97,74 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Rareté des ressources								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les salaires, les primes de rendement et pour travaux spéciaux,								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)									
Perspectives 2014	Poursuite de l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme								

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES

OBJECTIF	Améliorer le fontionnement des services								
Indicateur	Intitulé:		Services fonctionnels et améliorés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	910 226 000	910 226 000	909 245 569	909 245 569	893 659 228	890 405 228	98,28 %	97,93 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La difficulté pour l'imprimerie nationale à livrer les documents et de produire les éléments liés à la procédure de passation du marché en gré à gré.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Réception et répartition des documents d'établissement des titres fonciers ; - SPECIMEN du titre de propriété ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Procès verbal de réception								
Perspectives 2014	Augmentation de 10% des documents acquis en 2013								

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 484

AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DES CONDITIONS DE
TRAVAIL AU MINDCAF

Responsable du programme

MPON François Xavier
Directeur des Affaires Générales

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail et assurer le fonctionnement des structures de coordination et des opérations transversales	
Indicateur	Intitulé:	Niveau de salubrité et d'équipement du cadre de travail
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	
	Valeur Cible	60.0
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET DE PROCÉDURES DE GESTION
	Action 02:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS MATÉRIELLES
	Action 03:	AMELIORATION DES MÉTHODES ET CONDITIONS DE TRAVAIL
	Action 04:	SÉCURISATION DES RECETTES DOMANIALES
	Action 06:	BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.
	Action 07:	COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
	Action 08:	COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES
	Action 09:	COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF
DOTATIONS INITIALES	AE 4 175 606 648	CP 4 175 606 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MPON François Xavier, Directeur des Affaires Générales	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 484 l'a été dans un environnement influencé par les éléments de contextes ci-après :

- le lancement du tout premier budget programme du Cameroun ;
- la réforme des marchés publics, avec la nécessité de renforcer les capacités des personnels du MINDCAF sur les nouvelles règles de passation des marchés ;
- la difficile appropriation de la nouvelle application de gestion budgétaire, PROBMIS ;
- un déficit d'espace de travail, notamment au niveau des services centraux ;

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Le programme support du Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières avait pour objectif d'améliorer les conditions de travail et le cadre institutionnel en vue d'optimiser le rendement des services du Ministère. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif majeur, il a été retenu comme indicateur : Taux d'amélioration des conditions de travail et du cadre institutionnel du MINDCAF.

Au terme de l'année 2013 et compte tenu du niveau d'exécution des quatre programmes du département, il apparaît un taux de réalisation des activités annuelles majeures ce qui permet

au MINDCAF, dès la première année de mise en œuvre de son programme budgétaire triennal, de se rapprocher de la cible projetée dès le départ.

Cette performance a été possible grâce notamment au renforcement de la coordination stratégique, avec la désignation des responsables des différents programmes et une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Ministère.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	2,725 517 270 milliards de FCFA	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	70,92%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 843 240 955	CP 3 843 240 307
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 332 365 693	Ecart CP 332 365 693
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 278 027 967	CP 3 260 513 607
TAUX DE CONSOMMATION	85,29 %	84,84 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'atteinte des résultats du programme a été possible grâce notamment : - au renforcement de la coordination stratégique au sein du Département - à une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; - à une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Département. Les ressources du programme ont été utilisées pour la mise en œuvre des actions retenues pour le programme 484. Pour les ressources humaines, et au regard du caractère transversal des activités du programme 484, elles ont appuyé de manière efficace, la mise en œuvre des actions des 3 programmes opérationnels.	
PERSPECTIVES 2014	Le programme 484 est le programme support du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières. A ce titre, et comme dans les autres départements ministériels, il prend en charge certaines fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle. Il apparaît donc une nécessité dès 2014, d'harmoniser la présentation et le contenu du programme 484 avec les programmes supports des autres chapitres budgétaires. Il serait également nécessaire de mettre en place, un cadre de pilotage de la performance conforme aux exigences de la nouvelle démarche de gestion publique axée sur les résultats.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET DE PROCÉDURES DE GESTION								
OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de travail							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes et procédures élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		-					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		8000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
			30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Réforme du régime foncier et domanial et cadastral en vue de remédier à la vétusté des textes au vide juridique, aux nombreux disfonctionnement sur le terrain (fonctionnement des commissions consultatives, des occupations anarchiques des terrains, des délais d'accomplissement des transactions et les nombreux litiges et conflits fonciers							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration de 10 textes;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	10 projets de textes examinés et élaborés							
Perspectives 2014	Examiner les 30 textes restants ; Sensibilisation des collectivités coutumières sur les enjeux de la reforme L'accompagnement de ces collectivités coutumières dans l'enregistrement de leurs droits fonciers Elaboration d'un manuel de procédure Vulgarisation des textes							

Action 02 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS MATÉRIELLES

OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail								
Indicateur	Intitulé:		Nombre des matériels et autres équipements acquis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	386 200 000	386 200 000	386 200 000	386 200 000	346 664 129	346 664 129	89,76 %	89,76 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La coordination et le pilotage de l'activité des services ont été exécutés dans un contexte budgétaire marqué par l'avènement du budget programme. L'objectif vise est d'accroitre le rendement des services centraux et déconcentrés								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisition des ordinateurs ; Acquisitions des photocopieurs ; Acquisition du matériel roulant (06 véhicules) nécessaire au bon fonctionnement des services ; Acquisition du Mobilier de bureau ; équipement de la salle de conférence Acquisition de matériels de bureaux ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat s'explique par des économies lie aux passations des marchés où des prestataires ont soumissionnés et réalisés avec des montants inférieurs aux dotations prévues.								
Perspectives 2014	L'indicateur ne renseigne pas réellement l'objectif à atteindre par l'action. Il est suggéré de recenser les besoins du MINDCAF et de fixer un horizon triennal afin de rendre cet indicateur objectif et mesurable. Développement d'un modèle de prévision et éviter une navigation à vue Renforcement du matériel roulant des services déconcentrés								

Action 03 AMELIORATION DES METHODES ET CONDITIONS DE TRAVAIL

OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail, du cadre institutionnel et des instruments de travail							
Indicateur	Intitulé:		-Nombre des matériels et autres équipements acquis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 04 SÉCURISATION DES RECETTES DOMANIALES

OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de travail								
Indicateur	Intitulé:		Taux de recouvrement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		100.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		228.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	29 097 000	29 097 000	96,99 %	96,99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'objectif de cette action est de contribuer de manière significative à l'accroissement des recettes de l'Etat, a l'Harmonisation des procédures de recouvrement et a l'optimisation du taux de recouvrement des recettes par l'élaboration d'un manuel de procédures des receveurs des domaines.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Etude en vue de la sécurisation des recettes domaniales, cadastrales et foncières, un rapport d'étude disponible								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	. Les crédits ont permis d'obtenir un rapport d'étude.								
Perspectives 2014	- L'action sécurisation doit être rattachée à un programme opérationnel et son indicateur doit également être revu - Extension des missions de contrôle aux postes des recettes domaniales en vue de réduire le taux de déficit et de détournement dans les postes des recettes. - Accroître les ressources en poursuivant le recensement des potentielles sources de recettes - Amélioration du système de remontée de l'information sur la collecte par les receveurs des domaines des Régions vers la centrale Renforcement de la coordination avec la division des grandes entreprises du Ministère des finances en ce qui concerne l'échange et le partage d'informations.								

Action 06 BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.

OBJECTIF	Améliorer la gestion administrative et assainir les moeurs.								
Indicateur	Intitulé:		Gestion administrative améliorée.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	12 500 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000	11 749 690	11 749 690	94 %	94 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Assainissement des moeurs et la Réduction des délais et des coûts, des transactions foncières cadastrales et domaniales								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 07 séminaires de sensibilisation des responsables du MINDCAF et des autorités administratives sur le programme de réduction des couts et des délais des transactions foncières, cadastrales et domaniales - 04 cessions de la cellule de luttes contre la corruption ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- 07 Rapports des séminaires 04 des cessions de la cellule de lutte contre la corruption (32 dossiers examinés)								
Perspectives 2014	- Edition et vulgarisation des manuels de procédure et du guide de l'opérateur économique aux transactions foncières cadastrales et domaniales ; - 04 cessions de la cellule de luttes contre la corruption ; - Missions de contrôles sur le terrain - L'objectif et l'indicateur ne renseignent pas et ne correspondent pas à l'action, il est envisagé de le reformuler								

Action 07 COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

OBJECTIF	Coordonner avec succès toutes les structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chaque'une d'elles								
Indicateur	Intitulé:		structures coordonnées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	563 754 000	563 754 000	574 738 335	574 738 335	521 980 159	521 980 159	90,82 %	90,82 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Coordination de l'action de l'administration centrale et des services déconcentrés								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	- Elaboration et suivi de la feuille de route annuelle ; - Organisations de 4 réunions de coordinations par mois ; - Elaboration et suivi du plan d'action ministérielle ; Renforcement des capacités du personnel par des formations et le recyclage.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	48 comptes rendus de réunion de coordination disponibles Rapports de stages de recyclage de perfectionnement et de spécialisation suivi de la feuille de route suivi du plan d'action ministérielle								
Perspectives 2014	- Formation des personnels nouvellement recrutés ; Poursuite des formations des stages de recyclage, de perfectionnement et de spécialisation								

Action 08 COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services								
Indicateur	Intitulé:		activités coordonnées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 656 152 648	2 656 152 000	2 165 728 246	2 165 727 598	1 718 129 575	1 715 755 505	79,33 %	79,22 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- amélioration des conditions de travail - élaboration, de l'exécution et du contrôle du budget du ministère ; - préparation des dossiers d'appel d'offres - L'avènement du budget programme. Entrée en jeu de la réforme sur les marchés publics								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Préparation des Pré-conférences et conférences budgétaire. - Elaboration des documents de planification et de programmation budgétaire du MINDCAF, PAP, CDMT, PPA, DAO.) - Suivi de l'exécution du budget ; - Suivi du recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières ; - Gestion du personnel et des carrières ; - Aménagement des bureaux - Activités sociales : organisation de 2 campagnes de dépistage volontaire du VIH/SIDA,								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Cette action a été exécutée de façon satisfaisante. Les diverses activités déployées ont permis à la DAG d'atteindre globalement les objectifs a lui assignés - On note également une utilisation judicieuse des ressources budgétaires. En revanche, la réalisation de l'indicateur semble difficile d'où la nécessité de le revoir pour qu'il soit mesurable. un rapport annuel sur l'exécution du budget								
Perspectives 2014	- Poursuite de la mise en œuvre du dispositif de préparation et du suivi exécution du budget Finalisation de la Stratégie ministérielle								

Action 09 COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF

OBJECTIF	Coordonner et Améliorer le fonctionnement des activités du Cabinet								
Indicateur	Intitulé:		Activités coordonnées et améliorées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95,14%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		70.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	527 000 000	527 000 000	644 074 374	644 074 374	620 407 414	605 267 124	96,32 %	93,97 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière domaniales cadastrale et foncière ; Coordination des différents programmes du MINDCAF								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Organisation de 1 réunion de cabinet par mois - Couverture de 04 événements des activités du MINDCAF (fêtes et cérémonies officielles) ; - Publication de 2 numéros du magazine « Domaines Infos » ; Production et diffusion de 12 émissions radiophoniques « Le Patrimoine » sur CRTV-Radio								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- 12 réunions de cabinet par an - Couverture de 04 événements des activités du MINDCAF (fêtes et cérémonies officielles) ; - Publication de 2 numéros du magazine « Domaines Infos » ;								
Perspectives 2014	L'indicateur devrait être déterminé pour prendre en compte l'ensemble des activités de cette action.								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2013 du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du sous secteur, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

En effet, la première année de mise œuvre du budget programme aura permis au Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de prendre une meilleure mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion optimale du patrimoine de l'Etat et particulièrement de la gestion des domaines, du cadastre et du foncier afin de faciliter la mise en œuvre des projets des acteurs économiques et sociaux sur les sentiers de l'émergence à l'horizon 2035.

Si les premiers résultats peuvent sembler encourageants dans l'ensemble, des corrections profondes méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions, à l'exécution et à la mesure des performances attendus du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Domaines, Cadastre et Affaires Foncières », en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières s'est fixé comme objectif stratégique : **«moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social »**. Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : modernisation du cadastre ; protection et développement du patrimoine de l'Etat ; constitution des réserves foncières et lotissements domaniaux ; gouvernance et appui institutionnel. L'appréciation de la performance globale du département ministériel ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

Modernisation du cadastre : le niveau d'implantation des bornes de densification du réseau géodésique national unique de référence matérialisé au sol est de 0% des 540 bornes prévues pour l'année 2013 sur une cible de 1675 bornes. Avec une cible 2015 fixée à 6500 bornes, par conséquent il restent 5365 bornes pour atteindre l'objectif triennal. Ce qui représente un défi immense au vu du rythme observé dans l'exécution de l'action et compte tenu de la faiblesse des ressources qui y sont consacrées et du fait que la priorité a été accordée au relèvement du plateaux technique pour l'exercice 2014. Cependant il faut relever l'acquisition de 05 stations totales, des documents techniques du cadastre et la formation de 10 personnes.

La réhabilitation des édifices publics: les efforts accomplis dans ce segment ont notamment permis en 2013, la réfection du système sécurité incendie et le circuit électrique de l'Immeubles

ministériel numéro 2 ainsi que la réhabilitation de l'Immeuble Rose. La survenance de plusieurs incendies dans les édifices publics a permis la mise sur pied des groupes de travail pour réaliser l'audit desdits bâtiments. Les résultats desdits audits permettront d'élaborer une stratégie et une programmation réalistes de l'entretien et de la réhabilitation des édifices abritant les départements ministériels pour les prochains exercices.

La constitution des réserves foncières : le patrimoine immobilier non bâti s'est enrichi avec l'acquisition des terrains auprès de la SRC soit environ 1216 ha de terrains. Cette superficie de prime abord paraît dérisoire, cependant ce sont des terrains qui revêtent un caractère stratégique et qui pourraient servir non seulement pour le logement social mais également pour l'aménagement des parcelles haut standing. En outre, l'aménagement de 1104 parcelles s'est poursuivi tandis que le lotissement des autres villes n'a pas pu commencer.

La réforme foncière : l'architecture juridique actuelle devenue obsolète est en cours de révision profonde avec la production d'une dizaine de projets de textes devant permettre de faciliter la mise en œuvre des projets structurants devant mener le pays à l'émergence.

Sécurisation des recettes foncières, domaniales et cadastrales : dans cette rubrique, une étude a été menée avec pour recommandations principales la rationalisation du circuit de recouvrement, partant de l'émission au recouvrement proprement dit, l'amélioration des conditions et du cadre de travail des agents publics. Au terme de la mise en œuvre des recommandations, le recouvrement des recettes domaniales devraient aller du simple au double partant d'environ 03 milliards à plus de 06 milliards.

3.2. LEÇONS APPRISES

- Sans un dispositif cohérent de pilotage des programmes et une parfaite maîtrise des programmes par leurs responsables respectifs, tant en ce qui concerne leur élaboration, que pour ce qui est de l'exécution, l'efficacité du budget programme du MINDCAF risque ne pas être perceptible;
 - L'insuffisance des ressources financières et matérielles pourraient constituer un obstacle pour l'atteinte de cibles visées ;
 - la nécessité de l'appropriation de l'exercice lié à la définition des projets pluri annuels et l'engagement effectif de l'Etat sur l'AE supérieur à CP ;
 - l'incapacité des entreprises privées à réaliser les réserves foncières ;
 - le besoin de revoir le nombre d'indicateurs par programme compte tenu de la difficulté à renseigner un seul indicateur, ce qui ne permet souvent de mesurer objectivement ledit programme ;
- l'absence des études rend difficile une budgétisation pluriannuelle de activités.

3.3. PERSPECTIVES 2014

- mettre sur pied le dispositif de pilotage des programmes, des actions et des activités pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;
- revoir les indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ses actions ;
- mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;
- accélérer la constitution des réserves foncières par la procédure de régie compte tenu de la défaillance des entreprises privées ;
- mener les études préalables dans les champs des lotissements domaniaux, des édifices publics, des propriétés administratives, de la cartographie, du cadastre... afin de permettre l'élaboration d'un plan d'action et d'un CDMT plus cohérents ;
- poursuivre la densification du réseau géodésique unique de référence pour atteindre la cible de 6500 points ;
- l'aboutissement de la réforme foncière et sa vulgarisation.